

ING. ZDENEK LAMSER [\*]

## L'agriculture tchécoslovaque et l'écologie

### 1. CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIAL DE L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE TCHÉCOSLOVAQUE

La Tchécoslovaquie se trouve en Europe centrale. Sa superficie est de 127.862 km<sup>2</sup>, elle est peuplée de 15.600.000 habitants. Les conditions climatiques correspondent à son emplacement géographique dans la zone tempérée, avec une alternance marquée des quatre saisons. La température baisse et la quantité des précipitations augmente en fonction de l'altitude. Le climat est de type centre-européen, entre le climat océanique et le climat continental. Les conditions du sol sont très variées, avec presque tous les types de terres : des terres sablonneuses jusqu'à des terres argileuses, surtout à profondeur moyenne, des sables fertiles et stériles. Environ un tiers des terres est couvert de forêts, et deux tiers servent à la production agricole.

Les conditions climatiques et celles du sol globalement favorables empreignent de leur caractère la production agricole. De manière traditionnelle sont cultivées des céréales, notamment le froment et l'orge, parmi les plantes industrielles la betterave à sucre, les pommes de terre et notamment le houblon ; d'autre part les légumes et les fruits de la zone tempérée. Dans la production agricole, il s'agit surtout de bovins et de porcins, de la volaille, du lait et des oeufs. Ces dernières années l'élevage des ovins, est renouvelé.

L'agriculture jouit d'une tradition millénaire. Jusqu'à la fin de l'époque féodale, la population rurale était fortement prépondérante. Vers la fin du 18e siècle, 75 % de l'ensemble de la population étaient attachés à l'agriculture. Aujourd'hui la population rurale ne cesse de diminuer.

TABLEAU N° 1  
PERSONNES ACTIVES DE MANIERE DURABLE EN AGRICULTURE

	Années							
	1937	1948	1953	1955	1960	1965	1979	1983
Personnes actives de manière durable en agriculture	3298	2222	1672	1839	1357	1192	898	891

Source : Annuaire des statistiques de la Tchécoslovaquie.

A l'heure actuelle, la part attachée à l'agriculture de l'ensemble de la population économiquement active se chiffre à 9 % environ (13ème place en Europe). L'agriculture participe avec environ 6 % à la constitution du revenu national.

Après la séparation de l'Autriche-Hongrie a pris naissance, en 1918, la République Tchèque-Slovaque Indépendante. Dans cette république (1918-1939), l'agriculture était fondée sur la propriété privée de la terre. La structure de production et la structure sociale étaient variées. En 1930, environ 45 % de l'ensemble des exploitations agricoles (au total 1,5 million) disposaient de moins de 2 hectares de terre agricole ; au total, elles participaient avec 7,2 % à l'arpentage total des terres agricoles. Par contre environ 8.000 exploitations agricoles possédaient plus de 50 hectares, et disposaient au total de 17 % de l'ensemble de la terre agricole. Une densité relativement élevée de la population, la proximité des villages et des villes, l'existence de l'industrie dans les petites villes et communes, de très bonnes conditions de transports ont conduit avant la seconde guerre mondiale à l'apparition d'une couche sociale relativement forte d'agriculteurs qui parallèlement travaillaient dans l'industrie (surtout mécanique) et dans le bâtiment. La possibilité du double emploi dans l'industrie et dans l'agriculture atténuait les pressions socio-économiques exercées sur les paysans par les grandes exploitations agricoles.

La doctrine agrarienne, mouvement politique important, avec comme devise politique principale "Toute la campagne est une famille", exerçait une forte influence sur les paysans. Déjà la Tchécoslovaquie entre les deux guerres possédait un mouvement coopératif caractéristique, notamment dans l'agriculture. Il ne s'agissait pas de coopératives de production, mais de coopératives de crédit, d'achat et de vente, de transformation, etc. Les coopératives ont connu un développement rapide; dans la majeure partie des cas, elles étaient économiquement prospères et devenaient des entreprises agricoles très puissantes, avec une activité marquée notamment dans la sphère de l'industrie alimentaire. Dit globalement, l'agriculture tchécoslovaque atteignait avant la seconde guerre mondiale un niveau élevé et se trouvait par ses résultats à la pointe européenne et mondiale. Elle était un exportateur important d'orge de brasserie, du houblon et des graines. Le bilan dans le commerce extérieur était, en ce qui concerne les produits agricoles et alimentaires, en principe équilibré.

Par rapport aux pays voisins, la Tchécoslovaquie a été moins atteinte par la seconde guerre mondiale. Ceci concernait également l'agriculture qui continuait à fonctionner, plus ou moins bien, malgré des conditions plus modestes. Elle n'était pratiquement pas affectée par le départ des hommes au front. Toutefois, elle devait travailler, pendant la guerre, intensément pour l'Allemagne. Par contre, l'énorme demande des denrées alimentaires pendant la guerre et l'inflation croissante ont presque tout à fait liquidé l'endettement de notre paysannerie, datant de l'époque d'avant-guerre. L'agriculture tchécoslovaque s'est trouvée, à l'issue de la guerre, dans un état relativement bon, avec une capacité de rendement globalement maintenue. De ce fait, le marché s'est stabilisé relativement en peu de temps après la guerre, du moins en ce qui concerne les denrées alimentaires de base, fait qui était particulièrement marquant en comparaison avec les pays voisins.

Après 1945, la Tchécoslovaquie a connu des changements politiques et économiques significatifs. Dans le vide politique du pays, dont la majeure partie du territoire a été libérée par l'Union soviétique, est entré véhémentement le parti communiste de Tchécoslovaquie, avec un programme politique s'efforçant d'appliquer dans la pratique les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme qui, sous leur forme déclarée et simplifiée étaient attrayants pour une partie non négligeable de notre population.

Après la guerre, l'économie tchécoslovaque n'a pas reconduit son caractère exclusif de propriété privée. La restauration de l'économie s'est déroulée sous une forme mixte du point de vue de la propriété. Outre des exploitations privées et des coopératives, de nouvelles entreprises d'État ont pris naissance, soit par confiscation de la propriété de la majeure partie des Allemands, des traîtres et des collaborationnistes, soit en se fondant sur les décrets de nationalisation concernant les secteurs clés de l'économie.

Parmi les paysans est apparu le désir de posséder la terre, faim non assouvie pendant des années, renforcée en plus par les liens traditionnellement intenses de propriété privée de notre population rurale au sol. Dans les trois étapes de la réforme agraire ont été expropriés 4,14 millions d'hectares de terres agricoles et forestières. Une partie en était remise aux fermes d'Etat, néanmoins la majorité de la terre a été attribuée aux petits paysans.

Au mois de février 1948, la Tchécoslovaquie a connu un changement de régime politique. Le système de démocratie populaire de caractère pluraliste, avec un parlement qui fonctionnait réellement, a été remplacé par le système dit socialisme réel, caractérisé par la dictature du prolétariat, la propriété sociale des moyens de production, un plan central et surtout par le rôle dirigeant du Parti communiste.

Il faut constater qu'à l'époque le Parti communiste de Tchécoslovaquie exerçait une forte influence sur les petits agriculteurs et les paysans sans terre. C'est aussi parmi eux qu'il a trouvé l'appui le plus sûr pour sa victoire dans les élections en 1946. Après Février 1948, le Parti communiste a promis la poursuite des réformes, au profit des petits et moyens paysans.

Toutefois, en 1949, la politique agraire du Parti communiste de Tchécoslovaquie a connu un tournant fondamental. Au IXème congrès du parti fut énoncé le programme de la collectivisation de l'agriculture, et on est passé immédiatement à sa mise en oeuvre. Cette tournure politique inattendue vers la gauche, effectuée incontestablement sous une forte pression de l'union soviétique, a pris au dépourvu les paysans propriétaires depuis peu de temps des terres, politiquement non préparés à cette manoeuvre radicale en matière de propriété.

Malgré les déclarations politiques, selon lesquelles la fondation des coopératives agricoles devait se dérouler progressivement et sans mesures coercitives, grâce à la persuasion des paysans, en leur

démontrant les avantages économiques et sociaux de la grande production agricole socialiste, la pratique était tout à fait différente.

La collectivisation s'est déroulée à un rythme très rapide, principalement de manière forcée, sous une pression intense de l'appareil de l'Etat et du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Elle se heurtait à une forte résistance notamment parmi les paysans moyens cette résistance a été liquidée tant par les moyens du pouvoir étatique que par des pressions économiques - les agriculteurs privés ont été significativement défavorisés par le système de livraisons de quantités imposées de produits agricoles et des impôts. Les dénommés Koulaks ont été pour la majeure partie transférés dans les régions frontalière (dont les habitants de nationalité allemande ont été expulsés après la Deuxième guerre mondiale), ou étaient poursuivis de diverses manières sur les plans politique et économique. La progression rapide de la collectivisation de l'agriculture ressort bien du tableau suivant :

**TABLEAU N° 2**  
**PART DU SECTEUR SOCIALISTE (COOPERATIVES**  
**AGRICOLES ET FERMES D'ETAT) A LA PROPRIETE DE**  
**LA TERRE**

Année	%	Année	%	Année	%
1948	6,3	1953	44,7	1958	77,5
1949	10,9	1954	41,9	1959	85,2
1950	22,1	1955	42,6	1960	88,0
1951	27,6	1956	47,8	1961	88,6
1952	43,2	1957	65,4	1962	89,1

Source : Encyclopédie agricole, 1, SZN, Prague 1966

Au début de l'année 1949, il y avait 28 coopératives agricoles intégrées, avec une contenance moyenne de 250 hectares de terres agricoles. Au bout de 12 ans, soit en 1961, on dénombrait 8784 coopératives agricoles, dont chacune possédait en moyenne 507 hectares de terres agricoles. Durant les périodes suivantes, on a assisté à la fusion des coopératives en des grandes entreprises agricoles souvent gigantesques. A l'heure actuelle, il y a en Tchécoslovaquie 1677 coopératives agricoles avec une contenance moyenne de 2553 hectares et 226 fermes d'Etat possédant en moyenne 6204 hectares de terres. Le secteur socialiste est absolument prépondérant et compte 99,7 % de terres agricoles. Parmi tous les pays de l'ainsi appelé socialisme réel, la socialisation de l'agriculture a atteint en Tchécoslovaquie le degré supérieur. Un agriculteur privé représente chez nous un phénomène social isolé.

Par son programme agricole, constituant l'un des points principaux de la conception de l'édification du socialisme, le gouvernement communiste a suivi des objectifs économiques, sociaux, culturels et, de ce fait, aussi des objectifs politiques.

Dans la sphère économique, le gouvernement s'efforçait d'atteindre le plus rapidement possible la transformation de la petite production agricole morcelée en une grande production socialiste, en s'attendant à une haute intensité de la production et à une productivité élevée du

travail, en se fondant sur l'application de technologies modernes. On parlait de l'idée que la petite production agricole a ses limites naturelles de croissance et qu'à un certain point, elle deviendra un frein au développement de l'industrie. Au cas où elle se développerait librement, elle s'orienterait nécessairement vers l'agriculture capitaliste, ce qui a été considéré comme absolument inacceptable. L'objectif économique principal consistait dans l'autosuffisance quant à l'approvisionnement de la population par des produits agricoles et alimentaires et, de cette manière, dans la réduction de la dépendance aux marchés occidentaux. Il faut se rendre compte qu'il s'agissait de la période de la guerre froide, au cours de laquelle la coopération économique avec les pays occidentaux a été réduite au minimum. A cette époque la question du coût, de l'efficacité de la production des denrées alimentaires ne se posait même pas. La concentration de la production agricole a été considérée comme une fin en soi et comme la seule voie qui conduira automatiquement à un rendement économique plus élevé de l'agriculture.

L'objectif social consistait dans la péréquation des conditions de vie et de travail des agriculteurs et, de manière générale, de la population rurale pour atteindre le niveau de l'industrie et des villes. Le montant de la rémunération était considéré comme prioritaire. Y était lié le but proclamé du relèvement culturel de la campagne ; ainsi parlait-on de révolution culturelle.

La mise en oeuvre des objectifs économiques, sociaux et culturels devait servir de moyen pour gagner les agriculteurs à la politique du Parti communiste.

Comme il a été indiqué plus haut, la collectivisation de l'agriculture s'est déroulée particulièrement vite et a été pratiquement achevée vers la fin des années cinquante. Elle n'a toutefois atteint qu'un seul résultat: la constitution de grandes entreprises agricoles. Sur tous les autres plans, elle a retardé par rapport aux objectifs déclarés.

En effet, la politique agricole réelle menée dans cette période ne correspondait pas du tout aux objectifs fixés. A cette époque se déroulait l'industrialisation dite socialiste. Conformément au modèle soviétique, c'était l'industrie lourde qui a été édifiée de manière prioritaire, tandis que les autres branches se trouvaient à l'écart de l'intérêt officiel et ne servaient, de même que la population, que de sources d'accumulation pour le développement des "secteurs lourds". Une des branches qui a connu le plus de mesures discriminatoires était justement l'agriculture. Il s'agissait pourtant d'une branche qui, après une manoeuvre de transformation macrostructurelle étendue et inutilement rapide, nécessitait une aide économique massive à même de créer une base matérielle et technique adéquate à la grande production moderne. Or les investissements dans l'agriculture restaient très bas et n'assuraient même pas la reproduction simple. Les grandes entreprises agricoles fonctionnaient en réalité dans des conditions propres à la petite production.

A cela répondaient les résultats de production et, en général, les résultats économiques. Tandis que la production industrielle accusait, après 1948, des rythmes de croissance relativement élevés (environ 10 %), la production agricole ne revenait que très lentement au niveau d'avant-guerre pour ne le dépasser que dans la seconde moitié des années soixante, soit presque au bout de vingt ans. En 1937, la production agricole brute en prix stables (1980) se chiffrait à 72,6 milliards de couronnes tchécoslovaques. En 1965, elle s'en approchait seulement, avec son montant de 67,8 milliards de couronnes tchécoslovaques. La récolte globale des céréales a atteint en 1937, 5,6 millions de tonnes et en 1965, 5,2 millions de tonnes seulement.

La majeure partie des exploitations agricoles était extrêmement faible sur le plan économique. Elles étaient déficitaires, incapables de financer leur développement futur, fait qui avait d'ailleurs un impact sensible sur la rémunération du travail des membres des coopératives. Tandis que dans les fermes d'Etat les salaires étaient garantis, même s'ils n'atteignaient que 70 % du niveau des salaires moyens dans l'industrie, la rémunération du travail dans les coopératives était très basse ; dans des cas extrêmes, au début de la collectivisation, elle s'élevait un peu au-dessus de zéro. Les membres des coopératives étaient forcés de pourvoir à leur subsistance en travaillant sur leurs lopins de terre individuels. La situation économique et sociale des coopérateurs était très précaire, le travail dans l'agriculture et la vie à la campagne ont perdu leur ancien attrait et leur prestige social. L'époque est venue où les gens fuyaient l'agriculture pour s'engager dans l'industrie, et la campagne pour s'installer dans les villes. Cela concernait notamment les hommes et les jeunes gens. A l'agriculture restaient attachées des femmes et des personnes âgées de plus de cinquante ans. Les premières années de fonctionnement des coopératives étaient accompagnées d'un manque croissant de main-d'œuvre, de son vieillissement et du manque d'intérêt de la jeunesse à travailler dans l'agriculture. L'initiative dans le travail régressait de façon manifeste, d'autant que l'activité agricole est à caractère variable. La conséquence en fut l'opposition croissante de la paysannerie à l'État et au parti communiste, et le relâchement progressif de son adhésion à la société du socialisme "réel".

L'expérience tchécoslovaque des années cinquante revêt une importance plus générale. Il faut appuyer le démarrage de l'industrialisation sur une agriculture économiquement puissante, capable de livrer les matières premières aux secteurs connexes et de stabiliser le marché politiquement sensible des denrées alimentaires, en assurant un effet anti-importation marqué. L'économie tout entière, d'abord le secteur secondaire et puis aussi le secteur tertiaire, peuvent se développer ensuite sur une base agro-alimentaire à fonctionnement solide. Cela est confirmé non seulement par l'histoire plus ancienne de la révolution industrielle anglaise qui a été précédée de la révolution agricole, qui l'a au fond déclenchée, mais aussi par l'expérience plus récente de plusieurs pays en développement qui ont maîtrisé les premiers pas de la révolution agraire (Inde, République populaire de Chine, etc.). Par contre certains pays de l'Europe de l'Est

(par ex. l'URSS, la Roumanie, etc.) et d'autres pays en développement offrent une expérience opposée, négative. La négligence du développement de l'agriculture affaiblit le développement socio-économique général.

Le chemin vers une agriculture efficiente nécessite l'aide matérielle, sous forme d'investissements. En Tchécoslovaquie, l'erreur stratégique consistait dans le fait que la collectivisation de l'agriculture ne s'est pas déroulée harmonieusement, au rythme découlant des possibilités de l'ensemble de l'économie, à même de libérer à temps les moyens nécessaires à l'agriculture.

Dans la première moitié des années soixante, en corrélation avec la libéralisation du climat politique et avec les efforts économiques de caractère réformiste, la conception relative au rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique et à ses fonctions politiques stabilisatrices a commencé à changer. Les proclamations sans cesse plus fréquentes concernant son importance ont commencé à être accompagnées de mesures concrètes au profit de l'agriculture. Dans la seconde moitié des années soixante, des ressources économiques immenses pour l'époque - 20 milliards de couronnes tchécoslovaques - ont été affectés à l'agriculture, ce qui a permis d'augmenter les prix des produits agricoles, de relever les revenus dans l'agriculture, etc. Depuis, la rémunération du travail dans les coopératives agricoles a augmenté significativement plus vite que dans l'industrie. Entre 1966 et 1971, les salaires dans l'agriculture ont connu une croissance annuelle de 8,6 % en moyenne, tandis que les salaires moyens dans l'industrie seulement 4,1 %. Cette tendance s'est poursuivie aussi dans les années suivantes, avec une croissance marquée au début des années soixante-dix (par ex. en 1972, ces revenus ont augmenté de plus de 12 %). Dans la moitié des années 70, le niveau des salaires moyens dans l'industrie et dans l'agriculture s'est équilibré. Toutefois, les revenus dans l'agriculture marquent une tendance durable vers la hausse, même comparés à ceux des branches dotées des technologies les plus avancées. A l'heure actuelle, le niveau de vie de la population agricole en Tchécoslovaquie est considéré comme l'un des plus élevés. L'intérêt au travail dans l'agriculture commence de nouveau à se manifester, les jeunes générations restent à la campagne, tandis qu'une partie de la population y revient, surtout là où des conditions favorables existent en matière de logement et d'infrastructure sociale. Le degré élevé de la motorisation de la Tchécoslovaquie joue un rôle important. La voiture est pour la population rurale accessible ce qui augmente sa mobilité.

Les mesures économiques et sociales en faveur de l'agriculture (le système de la prévoyance sociale des membres des coopératives a été amené au niveau du reste de la population) ont induit un effet rapide et significatif dans la production. A partir de l'année 1966, la production agricole connaît une croissance systématique (à l'exception de l'année 1985), ce qui vaut également pour la production

des produits principaux, le rendement à l'hectare et pour d'autres indices de rendement.

Au cours des années 60 et notamment des années 70, le niveau de vie des agriculteurs a significativement augmenté, leur situation socio-économique dans la société s'est améliorée, les problèmes du manque massif de la main-d'œuvre dans l'agriculture, tellement pesant dans le passé, ont presque disparu. La qualification des agriculteurs s'est relevée, l'âge moyen de la main-d'œuvre a significativement baissé, la part des hommes a augmenté.

**TABLEAU N° 3**  
**ÉVOLUTION DES INDICES FONDAMENTAUX DE L'AGRICULTURE**  
**TCHÉCOSLOVAQUE ENTRE 1965 ET 1988**

Indice	Année						
	1965	1970	1975	1980	1984	1988	1988/ 1970
Production agricole brute en milliards de Kcs	67.8	84.8	94.7	103.8	115.1	118.3	139.5
Récolte des céréales en millions de tonnes	5.2	7.2	9.3	10.7	12.0	11.9	165.3
Rendement à l'hectare des céréales en tonnes	2.18	2.77	3.45	4.18	4.80	4.80	173.3
Production de la viande au total, en milliers de tonnes	1156	1234	1539	1691	1727	1847	149.7
Consommation des engrais industriels par ha de terre agricole en Kg d'éléments nutritifs purs	126.1	182.4	242.8	262.8	254.6	232.8	127.6

Source : Annuaire des Statistiques de la Tchécoslovaquie 1989.

A cette époque, les objectifs assignés à l'agriculture ont constamment déterminé l'activité économique dans son ensemble :

a) L'autarcie en produits agricoles et alimentaires est devenue l'objectif stratégique. Ce dernier était motivé avant tout par des considérations d'ordre, par l'effort de réduire la dépendance de la Tchécoslovaquie aux importations, notamment de céréales, provenant des Etats occidentaux évolués. Les Etats socialistes européens dans leur ensemble, et en particulier l'Union soviétique, souffraient d'un manque immense dans la production des céréales, et tous en étaient importateurs. Les céréales constituent une arme stratégique d'importance, plus efficace comme pression sur les Etats que les armes nucléaires. L'aspiration à l'autosuffisance, en tant qu'objectif prioritaire, a toutefois conduit, en raison de l'application insuffisante du progrès scientifique et technique dans l'agriculture, à la croissance des frais et à la baisse de l'efficacité de la production agricole. C'est là que réside l'origine des problèmes que tente de résoudre l'économie tchécoslovaque actuelle, à savoir que la différence entre le coût relativement élevé de la production des denrées alimentaires et

leur prix de détail doit être subventionné à partir du budget d'Etat par des sommes aujourd'hui astronomiques.

b) Il s'est avéré que le développement des branches en amont et en aval ne suffisait pas, à assurer l'essor rapide de l'agriculture primaire. C'est notamment l'industrie alimentaire qui s'est développée lentement, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. L'insuffisance des capacités de transformation concourt à d'importantes pertes de produits agricoles ; ces pertes atteignent, selon estimation, jusqu'à 30 %. L'introduction insuffisante de nouvelles technologies dans l'industrie alimentaire conduit à la pénétration lente sur le marché de denrées alimentaires hautement attrayantes sur les plans gustatif, sensoriel, calorique et sanitaire. L'assortiment de notre offre alimentaire reste toujours, par rapport aux pays industriellement évolués, peu varié, très étroit, avec des lacunes en approvisionnement qui se manifestent périodiquement.

Pendant un certain temps, les industries devant assurer les fournitures à l'agriculture, à savoir les constructions mécaniques, l'industrie chimique, le bâtiment, etc, ont également pris du retard par rapport aux besoins de l'agriculture primaire. Au début les entrées dans l'agriculture faisaient défaut sur le plan quantitatif, mais à l'heure actuelle, le problème principal consiste dans la qualité insuffisante des produits destinés à l'agriculture, ce qui force de nombreux établissements agricoles à s'occuper d'activités que devraient assurer dans une économie à fonctionnement normal des branches spécialisées. Aujourd'hui, les coopératives agricoles construisent des machines pour l'agriculture, fabriquent des engrais artificiels, fondent des établissements agricoles spécialisés, produisent même de l'électronique de niveau relativement élevé pour nos conditions, etc.

Les retards caractérisant les secteurs en amont et en aval de la production agricole ont motivé la constitution, en Tchécoslovaquie, du complexe agro-alimentaire et, dans certains cas, même du complexe agro-industriel, en tant que principe de la gestion unitaire de diverses branches et différents secteurs, liés de manière relativement significative à la production des denrées alimentaires.

c) Au cours des années 70, le marché alimentaire a été au fond stabilisé, et la qualité des produits alimentaires a commencé à progresser, en fonction de la croissance des revenus de la population. Y sont liées les revendications de plus en plus intenses relatives à l'innocuité sanitaire des denrées alimentaires, en tant qu'expression de la conscience de l'importance de la santé et d'un environnement de haute qualité.

d) A cette époque, en corrélation avec le relèvement du niveau général de l'agriculture Tchécoslovaque et en liaison avec les efforts de réformes se manifestant dans l'ensemble de l'économie nationale, la réforme de la gestion de l'agriculture a été revendiquée de plus en plus énergiquement. Le mode bureaucratique de la gestion, utilisant surtout des directives, n'a plus répondu aux besoins du développement de l'agriculture relativement évoluée, dotée de

spécialistes hautement qualifiés, capables de diriger, mieux que le centre, l'essor de leur exploitation, en harmonie maximale avec les conditions naturelles et économiques locales. L'agriculture, plus que toute autre branche, nécessite l'indépendance sur le plan de l'esprit d'entreprise et sur le plan économique.

Il faut constater qu'au cours de cette période, plusieurs tentatives de réformes économiques ont eu lieu en Tchécoslovaquie. Elles partaient du constat de l'efficacité en déclin du développement extensif, valable jusqu'alors de l'économie tchécoslovaque, dirigée de manière rigide par le centre. Ces réformes ont tenté de changer ce système et de renouveler ainsi le dynamisme. Toutefois, toutes ont fini dans différents "pièges de réforme" en raison de leur caractère d'à-peu-près, du manque d'une vue d'ensemble. C'est justement le secteur coopératif tchécoslovaque, d'ailleurs non seulement agricole, qui donne la preuve de la nécessité des réformes. Par rapport aux entreprises d'Etat, les coopératives disposaient toujours d'une indépendance économique un peu plus grande et devaient faire face à des conditions économiques plus dures. Malgré cela, ou bien justement pour cette raison, leurs résultats économiques globaux sont manifestement meilleurs que ceux atteints par les entreprises d'Etat.

## **2. LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE TCHÉCOSLOVAQUE ACTUELLE**

Au début des années 90, l'agriculture Tchécoslovaque atteint du point de vue de sa production, et compte tenu de ses conditions naturelles et climatiques, un niveau européen correct. Selon les indices de production, elle se trouve à peu près au milieu de l'échelle des pays européens. Avec la République Démocratique Allemande, elle est à la pointe des pays Est-européens. Nous avons obtenu l'autosuffisance dans la majeure partie des produits agricoles.

Le marché pratiquement stable des denrées alimentaires, fonctionnant en dehors de grands écarts durables, reflétait la croissance constante de la production agricole dans les années 80. A la différence de certains autres pays de l'Europe de l'Est (Union soviétique, Roumanie et d'autres) il n'a pas causé des traumatismes politiques. Au contraire, il atténuait la tension politique découlant de la crise sociale, qui, elle, allait en s'approfondissant. La saturation du marché tchécoslovaque des denrées alimentaires revêt toutefois toujours un caractère quantitatif. Nous enregistrons toujours un retard en ce qui concerne l'offre en terme de variété et qualité. A cet égard, notre marché alimentaire ne supporte pas de comparaison avec celui des pays industriellement évolués. Par contre, il constitue un objectif presque inaccessible pour la majorité des pays Est-européens.

Le problème fondamental de l'agriculture tchécoslovaque actuelle ne réside plus dans des difficultés liées à la croissance de la production agricole. Les établissements agricoles sont capables de poursuivre leur expansion, au rythme de 2-3 % par an. C'est la question des frais relativement élevés qui devient cardinale. La consommation des denrées alimentaires est en Tchécoslovaquie au fond saturée, mieux

dit sursaturée de 300-400 calories par personne et par jour, avec des séquelles néfastes pour la santé (l'obésité concerne la moitié de la population). D'autre part l'exportation n'est pas économiquement rentable, à quelques exceptions près, en raison des prix mondiaux comparativement moins élevés. De ce fait, une croissance très restreinte (moins de 1 % par an) de la production agricole est désirable. Les exploitations agricoles devraient consacrer leur attention aux calculs des frais et à la recherche des voies les plus diverses pour les réduire. La stratégie de régression de même que l'esprit d'entreprise sont toutefois des notions presque inconnues pour nos établissements. En effet, il s'agit d'un chemin plus difficile que l'expansion durable.

Le coût de production de l'agriculture tchécoslovaque est doublement élevé qu'ailleurs. D'une part, ses frais sont plus hauts que le coût mondial moyen, même si les comparaisons sont difficiles en raison des différents cours de change de la couronne tchécoslovaque par rapport au dollar américain. Aussi l'exportation des produits devient-elle peu efficace, même si les produits agricoles sont facilement exportables et que les paiements se font en devises liquides, bien entendu à des prix de dumping. D'autre part, les frais de production de l'agriculture tchécoslovaque dépassent de beaucoup les prix de détail des produits alimentaires. L'État dote ces prix par des sommes énormes - 35 milliards de couronnes par an (dont 14 milliards pour les produits laitiers, 12 milliards de couronnes pour la viande), ce qui correspond grosso modo à 10 % du chiffre d'affaires global du commerce de détail de toutes les marchandises.

Les frais de production sont acceptables dans le cas des céréales, par contre élevés dans la production animale, notamment des bovins de boucherie, du lait, d'autre part du maïs, des pommes de terre, de la betterave à sucre (cette dernière constitue un article d'exportation tchécoslovaque traditionnel).

La croissance des frais a plusieurs raisons. Les prix des entrées venant dans l'agriculture des autres branches de l'économie n'ont cessé d'augmenter. Les prix du pétrole, des combustibles, des machines, des engrais artificiels, des travaux de bâtiment, etc, ont augmenté de manière significative. D'autre part s'est accru le coût interne dans l'agriculture. Depuis le début des années 70, la superficie des terres cultivées par les entreprises agricoles a augmenté de manière inadéquate, ce qui a conduit à une augmentation très rapide des frais administratifs et, de manière générale, des frais généraux. Les économies provenant de la grande production se sont transformées en d'énormes pertes causées par la dépense de frais non productifs. En s'efforçant de relever la productivité du travail dans l'élevage des bovins, des exploitations de très grande capacité ont été construites avec un impact très négatif sur l'environnement et entraînant un coût triple par rapport à la moyenne mondiale. Par l'accentuation de l'autarcie, les différentes cultures agricoles ont connu des conditions climatiques naturelles défavorables, ce qui était un autre facteur qui a conduit à l'accroissement des frais. Par rapport aux

pays industriellement évolués, l'agriculture Tchécoslovaque exige des fonds financiers relativement importants. D'autre part, les amortissements élevés chargent les frais de service. L'agriculture participe à l'ensemble des investissements par 14,2 % même si sa part à la constitution du revenu national n'atteint que 6,4 % en 1988.

Ce type de détermination des prix sur la base des frais encourus, appliqué de manière généralisée, a également concouru à la croissance continue du coût de la production agricole. Le prix n'est pas constitué par un marché plus au moins concurrentiel, mais est fixé par les producteurs mêmes, souvent monopoleurs, sous contrôle de l'office central des prix. Les producteurs ont, dans l'économie de pénurie, suffisamment de moyens pour "fixer" le prix sur n'importe quelle base de départ. En raison de l'absence d'un marché concurrentiel, il n'existe aucun mécanisme efficace qui forcerait le producteur à baisser les frais.

Par rapport au dynamisme du prix de détail, fondé sur les prix de revient du producteur, les prix des denrées alimentaires ont augmenté incomparablement plus lentement, les prix des denrées fondamentales sont même en stagnation, dans certains cas au niveau de l'année 1953 (lait, beurre, pain, sucre, etc.). Les relations de prix générales ont été troublées.

En comparaison avec les revenus mensuels moyens, les prix des denrées alimentaires en Tchécoslovaquie sont pourtant plus élevés que dans les pays industriellement évolués. Dans les budgets des ménages, les dépenses entraînées par les produits alimentaires varient autour de 50 %. Les prix des denrées alimentaires sont en même temps relativement plus bas comparativement aux prix des articles industriels modernes et en même temps les plus demandés (voitures, électroniques, etc.). Exprimé autrement - les prix des articles industriels sont trop élevés d'une part du fait que leur fabrication coûte trop cher, d'autre part parce qu'ils englobent un impôt élevé sur le chiffre d'affaires (atteignant jusqu'à 100 %), ce qui était dicté par l'effort de gagner des ressources financières pour couvrir "l'impôt inverse" concernant le chiffre d'affaires des denrées alimentaires. Et en fin de compte, les prix des produits alimentaires sont bas par rapport au coût nécessaire pour leur production.

A l'heure actuelle a lieu une discussion dont l'objectif est de trouver la réponse à la question de savoir comment solutionner, dans les conditions politiques et économiques tout à fait autres de la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui, ce problème extrêmement important sur le plan économique, social et politique ?

Depuis le début de l'année 1987 eut lieu la quatrième réforme économique importante, influencée cette fois-ci par la restructuration annoncée en Union soviétique. Les réformes précédentes, en 1958, 1968 et 1981, ont échoué. Après un démarrage rapide, la dernière réforme, de même que celles qui l'ont précédé, a conduit à l'à-peu-près et au manque de vue d'ensemble de ses mesures et, de ce fait,

est tombée dans les "pièges de réforme" habituelles et a globalement fini dans un cul-de-sac.

Ce n'est qu'après la révolution de novembre 1989 que des changements sont advenus. En effet, la situation politique a complètement changé. Toutes les mesures "réformistes" préparées ont été abolies et à partir de cette année, des mesures tout à fait nouvelles sont en préparation. Je vais indiquer brièvement ses principes :

- Il s'agit du passage le plus complet depuis l'économie gérée de manière bureaucratique, utilisant surtout les directives, vers une économie marchande ; dans ce cadre, le marché devrait inclure progressivement tous les facteurs de production, à savoir le travail, le capital, la terre, la formation surtout libre des prix, la libéralisation des conditions pour l'investissement, la participation du capital étranger, etc.

- Toutes les formes de propriétés sont égales en droit c'est-à-dire la propriété étatique, coopérative et privée.

- Le rôle de l'Etat dans l'économie change complètement, au lieu de la détermination des tâches aux entreprises par des directives, on souligne la fonction régulatrice et coordinatrice de l'Etat.

- Progressivement, les entreprises disposeront d'une pleine indépendance économique et de la liberté d'entreprendre.

- Dans ces conditions tout à fait nouvelles, fonctionneront également les établissements agricoles- étatiques, coopératifs et privés in statu nascendi. Ce sont les coopératives qui sont mieux adaptées à ces changements que les entreprises d'Etat. En effet, les coopératives fonctionnaient toujours dans des conditions économiquement plus dures et devaient entreprendre même si leur espace d'action était limitée.

Comment donc résoudre le problème mentionné de la distorsion des prix de détail des denrées alimentaires et des frais encourus dans l'agriculture ? Il existe plusieurs optiques.

Le groupe des économistes technocratiquement orientés recommande d'augmenter les prix des produits alimentaires par un choc, c'est-à-dire en une seule fois, ou encore dans des intervalles brefs, pour dépasser de manière adéquate le coût de la production agricole et pour assurer ainsi un certain gain aux établissements agricoles. Une telle mesure serait dans la situation actuelle socialement très sensible, et signifierait un déclin du niveau de vie notamment des catégories économiquement les plus faibles de la population (retraités, jeunes ménages, femmes esseulées avec enfants, etc.) et, de ce fait, serait politiquement très risquée. Dans une société démocratiquement libérée peuvent Prendre naissance des mouvements de grève, sans parler des changements de l'orientation politique des couches les plus larges de la population. De cette

manière pourrait apparaître le danger imminent de la mise en mouvement d'une spirale d'inflation (Cf. la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, mais aussi l'Union soviétique). Mais ce faisant, un stimulant suffisamment fort n'apparaîtrait pas pour inciter les établissements agricoles à réduire les frais de leur production.

Un autre groupe d'économistes n'envisage pas une augmentation substantielle des prix de détail des denrées alimentaires, mais exige la création de pressions intenses sur les établissements agricoles pour qu'ils réduisent le coût de leur production. Selon ces économistes, les prix de gros devraient diminuer, ce qui conduirait à l'élimination du budget des établissements agricoles d'une grande partie de dotations fournies à partir du budget d'Etat. Même cette voie connaît des écueils. Elle pourrait conduire à l'effondrement économique d'un nombre nullement négligeable d'établissements agricoles et, de ce fait, à des troubles du marché des denrées alimentaires, car les exploitations agricoles pourraient renoncer à la production de produits à perte.

Dans la pratique, il faudra combiner les deux approches et les doser de manière réfléchie. Dans le futur le plus proche, il sera indispensable de modifier les schémas de développement de l'agriculture figé pendant des années. Dans le climat politique européen libéralisé, il sera possible de renoncer au principe de l'autosuffisance, spécialiser davantage l'agriculture tchécoslovaque et l'intégrer mieux dans la division internationale du travail. Il faudra se séparer de la production de produits entraînant une perte par trop élevée. Il sera également indispensable d'oublier le dogme établi de la nécessité d'une haute concentration de la production agricole. Nous devrions réduire la contenance moyenne des établissements agricoles, et inciter de nouveau la constitution de l'agriculture privée moderne. Nous devons consacrer une grande attention au développement de l'industrie alimentaire, ceci non seulement sous sa forme classique, mais aussi de celle associée aux établissements agricoles.

### **3. PROBLEMES ECOLOGIQUES DE L'AGRICULTURE TCHÉCOSLOVAQUE**

L'essor rapide de la production agricole fut accompagné par des séquelles écologiques négatives. Pendant bien longtemps, l'accent principal a été mis, dans l'agriculture, sur ses fonctions de production, en se fondant sur la mécanisation et la chimisation progressives de la production agricole. Leur action unilatérale, non contrôlée, a conduit à l'atteinte de l'équilibre écologique qui constitue, à l'heure actuelle, un des problèmes les plus graves de la société tchécoslovaque. L'agriculture, même si elle était elle-même fortement atteinte par les influences extérieures d'autres branches, notamment par l'énergétique, y a concouru de façon non négligeable.

En Tchécoslovaquie, on fait entrer chaque année dans le sol plus de 1,7 million de tonnes d'engrais artificiels, exprimé en éléments nutritifs purs. Depuis les années vingt de ce siècle, les doses des engrais ont

quadruplé ; la plus grande croissance a été enregistrée dans l'application des engrais azotés, qui a centuplé. Pourtant, l'accroissement des rendements de la production était bien plus lent, à savoir de 1,78 t/ha en 1920 à presque 5 t/ha vers la fin des années quatre-vingt. La consommation des produits chimiques servant à la protection des plantes a également augmenté. Tandis qu'en 1958, l'assortiment tchécoslovaque de ces produits en compte 43, il y en a aujourd'hui déjà 550. A un hectare de terre arable correspondent 7,55 Kg de produits, dont 60 % sont des pesticides, 25 % des fongicides et 7 % des zoocides.

Le besoin croissant de la protection chimique des plantes est lié au processus de la concentration et de la spécialisation dans la production végétale intense. Par la restriction de la gamme des produits cultivés et par la création de grandes soles, les conditions favorables apparaissent pour la propagation des agents nuisibles. On estime les pertes qui en résultent à 20-30 de la production, et même à 50 % dans certains cas.

L'utilisation exagérée des engrais artificiels, notamment de l'azote, conduit à l'augmentation du taux des nitrates et des nitrites dans l'eau, à l'accumulation des nitrates dans les plantes, notamment dans les légumes, les pommes de terre et le fourrage vert. On enregistre un déclin sensible de la qualité technologique de certains produits, notamment de la betterave à sucre et de l'orge de brasserie. Les substances toxiques servant à la protection des plantes augmentent le risque des intoxications des personnes, des animaux de rapport, du gibier vivant en liberté, des poissons et des abeilles. La persistance des pesticides est devenue un problème grave. En effet, certains parmi eux se dégradent lentement et s'accumulent facilement. Ces résidus passent du sol dans le fourrage et dans les aliments.

L'agriculture et l'industrie alimentaire participent significativement à la pollution des eaux. Le nombre des stations d'épuration des eaux résiduaires est insuffisant, et nombreuses sont celles qui sont vétustes. L'agriculture contribue à une grande échelle à la pollution des eaux superficielles et phréatiques par l'emploi des produits chimiques utilisés dans la production végétale de même que par les matières fécales provenant des élevages de grande capacité. De manière globale, la part de l'agriculture à la pollution des eaux est estimée à 40-58 %.

## Notes

---

[\*] Institut Economique de l'Académie des Sciences -  
PRAGUE -

